

# Fédération Syndicale *P* *Unitaire* *Y de Dôme*

N°53 **SOMMAIRE**

**Octobre  
2007**

Prix du  
Numéro  
**0,30 €**

Page 1 : C'est la grève qu'il faut faire !  
Page 2 : Statut des fonctionnaires - Défense et développement du Service Public  
Page 3 : Salaires et emplois dans la Fonction Publique :  
il faut imposer d'autres choix !  
Page 4 : Retraites - Sécurité sociale

Dispensé de timbrage

**CTC Clermont-Fd**

Déposé le 11-10-2007

Maison du peuple - 29 Rue Gabriel Péri - 63 000 CLERMONT-FD

Tel. : 04 73 31 24 83 - Fax : 04 73 31 76 87 - email : fsu63@fsu.fr

Site web : <http://auvergne.fsu.fr>

Bulletin de la FSU du Puy de Dôme - Trimestriel - N°CPPAP 0311 S 07820 - N°ISSN 1247 - 2573

Directeur de la publication : Claude Delétang

## C'est la grève qu'il faut faire !

**P**  
**PRESSE**  
DISTRIBUÉE PAR  
**LA POSTE**

**La FSU 63 entend construire un mouvement dans la durée associant campagne d'opinion et actions des personnels.**

**Nous sommes tous concernés !**

NON aux plans gouvernementaux d'abandon des droits sociaux.

OUI à de véritables mesures porteuses de progrès social pour tous

Pour un Service Public de qualité et de proximité répondant encore mieux aux besoins de toute la population. Le Service Public est le garant de l'égalité et du système des solidarités.

L'emploi public statutaire doit être basé sur les besoins réels en matière de services publics. Il doit être préservé et amélioré. Ces garanties préservent l'égalité de traitement des citoyens.

Pour la protection des systèmes de sécurité sociale : le droit aux soins...

NON aux franchises médicales qui représentent une double pénalité pour les malades.

Pour le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et l'ouverture immédiate de négociations salariales.

Pour la défense de nos retraites et du code des pensions.  
Stopper les régressions déjà mises en œuvre ou projetées.

Pour l'arrêt de la suppression des 22 700 postes prévues au budget 2008 (dont au moins 11200 dans l'Éducation Nationale) afin de sauvegarder les missions des services publics de tous les secteurs.

Pour que cessent les politiques sécuritaires et discriminantes qui s'attaquent toujours plus aux jeunes, aux exclus, aux étrangers...

### **Le 18 octobre : une ETAPE INCONTOURNABLE**

**Cette étape doit s'inscrire dans un mouvement qui nécessitera d'autres rendez-vous.**

**Nous sommes convaincus qu'au vu de l'ampleur des attaques, il est urgent d'aller au delà des ripostes par secteur et d'envisager une convergence et un élargissement des mobilisations.**

*Michel Bouchet*

**Rassemblement et manifestation  
10 h Avenue de la République**



# Statut des fonctionnaires

## Défense et développement du Service Public

### Urgence

Le premier ministre parle d'« urgence nationale » ; à l'Élysée les « faucons » mènent bataille pour une rupture radicale que Sarkozy qualifie de « révolution culturelle ». Nous y voilà donc...

Il y a « urgence » à mettre en place la réforme des statuts des fonctionnaires d'état. Nous assistons à la fin programmée, et dans les délais les plus courts si possible, des statuts de la fonction publique. Évidemment Sarkozy préférerait « faire la réforme par la motivation et non par la tension ». Il s'agit, selon Éric Woerth, ministre du Budget et de la Fonction Publique, de « respecter, approfondir, refonder » ce statut !

Respecter c'est dans un premier temps tailler dans les effectifs (22700 suppressions annoncées au budget 2008). Les missions seront redéfinies et leurs champs réduits. D'ores et déjà on nous annonce pour l'Éducation Nationale des coupes claires dans les temps d'enseignement et les programmes. Respecter c'est multiplier les contrats de type CDD (qui précarisent des milliers de personnes) ou CDI, mais l'on aura « le choix » disent-ils... Et puis cela donnera de la « respiration » ajoute Woerth alors qu'il nous prend à la gorge ! Approfondir c'est aller encore plus loin et gérer les personnels comme dans l'entreprise : selon la volonté de leur hiérarchie. Approfondir c'est ouvrir ainsi la porte à tous les abus ; à toutes les pressions et dynamiter au passage les recrutements par concours à propos desquels Woerth dit qu'« il faut lever tous ces obstacles physiques (...) ou académiques » alors qu'il s'agira du choix du roi... Refonder c'est « substituer 200 métiers à 500 corps », c'est à dire rendre possible le passage d'un ministère à l'autre : « mobilité et productivité » ! Refonder c'est donc en finir avec la gestion transparente des personnels acquise grâce au paritarisme et se débarrasser des syndicats. Refonder c'est instaurer la notation et donc la rémunération au mérite ; Woerth jugeant que les fonctionnaires sont notés « d'une façon qui ne veut plus rien dire ».

Il y a certes des évolutions à envisager pour éviter, par exemple, les superpositions de mêmes services au sein des ministères ; mais les projets gouvernementaux n'ont d'autre but que d'abattre ce qui est présenté comme une citadelle d'un autre âge protégeant des nantis. Or ce que les statuts de la fonction publique protègent, ce sont les services publics, donc l'intérêt général des citoyens face à l'arbitraire, voire la corruption, si l'on en finit avec l'indépendance des fonctionnaires. Voilà bien là une « révolution » qui détruit les acquis en matière de services publics de 1936 et 1945. Et il n'y a de « culture » que celle d'un libéralisme qui avance désormais sans masque après avoir essuyé un refus cinglant lors du référendum sur le TCE. Mais nous ne sommes pas dupes de ce discours pervers. Nous serons à nouveau assez nombreux, motivés et déterminés, à résister et nous saurons à nouveau dire NON. Il y a effectivement... urgence !

*Michèle Aldon*

### Service public

Au lieu d'augmenter nos salaires, alors que les taux de productivité, ne cessent d'augmenter depuis plus de 20 ans, le gouvernement veut imposer les heures supplémentaires défiscalisées, sous couvert du slogan « travailler plus pour gagner plus ». Pour que cela marche, encore faudrait-il avoir un travail et ne pas faire partie des 2 millions de chômeurs recensés ! Ou bien avoir conservé assez de forces, malgré les cadences infernales et le stress organisé – pratiqués dans beaucoup d'entreprises ! Outre qu'une telle mesure aurait de grandes difficultés à créer des emplois, ce que veut le gouvernement, c'est nous faire travailler plus, mais pour payer plus !

- payer plus cher notre accès aux soins.
- payer plus cher notre accès à l'énergie.
- payer plus cher l'éducation de nos enfants, notre transport, notre logement...

Alors que beaucoup ne savent plus comment boucler les fins de mois, le gouvernement nous accuse d'être des irresponsables et de vivre au-dessus de nos moyens :

- nous serions des irresponsables usagers, parce que nous demandons à être soignés quels que soient nos revenus et notre lieu d'habitation.
- nous serions des irresponsables fonctionnaires, parce que nous nous attachons à un statut qui garantit l'exercice de nos missions de service public avec le maximum d'efficacité.

• nous serions des irresponsables salariés, parce que nous demandons des conditions de travail décentes, des salaires et des droits nous permettant de vivre dignement. La grande affaire, c'est de nous « responsabiliser » par les tarifs et les taxes sur la consommation. Dans le même temps, les grosses fortunes et les entreprises sont exonérées de leur contribution et le capital spéculatif n'est pas taxé à la même hauteur que le travail !

**Nous nous sommes retrouvés unis au coude à coude le 13 octobre** au rassemblement du viaduc des Fades pour la défense de la ligne Clermont-Montluçon pendant que d'autres étaient dans la manifestation nationale contre les franchises médicales, pour le droit d'accès aux soins pour toutes et tous, pour une protection sociale solidaire.

**Retrouvons-nous le 18 octobre** pour la sauvegarde d'un système de retraites par répartition solidaire et pour le bon fonctionnement du service public, avec une fonction publique statutaire disposant de capacités suffisantes – emplois, moyens matériels, formation – pour accomplir au mieux des missions publiques étendues.

Au-delà de ces dates et dans leur continuité, créons les conditions d'une grande journée nationale de manifestation regroupant l'ensemble des secteurs du service public et associant les syndicats et salariés, les élus et partis, les associations et usagers.

*Michel Bouchet*

# Salaires et emplois dans la Fonction Publique : il faut imposer d'autres choix !

## DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS AU MÉPRIS DES BESOINS.

15000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique de l'Etat inscrites en loi de finances 2007, 5300 en 2006, 22000 en 2008 ?

Les suppressions effectives seront sans doute plus nombreuses car en application de la LOLF, la loi ne fixe plus que des plafonds d'emploi.

Au total, depuis 5 ans, ce sont entre 80 et 100 000 emplois qui auront disparu dans la Fonction Publique de l'Etat. Partout, la précarité et les emplois hors statut atteignent des proportions inacceptables.

La quantité de travail étant toujours la même, voire augmentant, le recrutement de non-titulaires est un choix politique condamnable. Le statut de titulaire doit être défendu et étendu à tous les personnels. La réforme de l'Etat, c'est pour le gouvernement la recherche de « gains de productivité ». Des audits de modernisation, instruits à charge par Bercy, aboutissent à des conclusions préétablies et justifient les suppressions, en s'appuyant sur, selon les cas, le renoncement à certaines missions du service public, l'augmentation du temps de travail, l'intensification du travail des agents. Cette politique est menée au mépris des besoins de la population et contre son avis. A l'opposé de la pratique gouvernementale des audits, améliorer la Fonction Publique, nécessite en premier lieu de prendre en compte le besoin de service public et de débattre ensemble, population, usagers, personnels et responsables politiques de ses objectifs et de ses moyens.

## DES CONSÉQUENCES PRÉJUDICIALES POUR TOUS

Baisse du pouvoir d'achat, écrasement de la grille indiciaire, sous-effectif et non-titulariat : les effets des politiques qui ont conduit à ce constat sont graves et profonds. Ils touchent bien entendu les agents, dont de nombreux sont confrontés à des situations inquiétantes tant pour leur niveau de vie que pour le maintien de leur emploi. Mais, au-delà, c'est bien la qualité du service rendu à la population qui est menacée. Des conditions de travail désastreuses, des carrières et des statuts menacés... tout cela, c'est autant d'attaques frontales à l'encontre de tous, usagers comme salariés.

## OUI, IL EST UTILE DE SOUTENIR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET POSSIBLE D'AUGMENTER LES SALAIRES.

Le gouvernement s'est lui-même enfermé dans un certain nombre de contradictions, par son choix délibéré de se priver de recettes au travers d'une politique fiscale ni juste ni justifiée, qui ignore les besoins de solidarité et ceux des services publics. Au total, la masse des salaires et pensions versés dans les trois versants de la Fonction Publique a reculé, par rapport au PIB, de 0,25%, entre 1999 et 2005.

- ☞ C'est inacceptable au regard des besoins du service public.
- ☞ Incohérent au regard de la situation de l'emploi.

- ☞ Inconséquent au regard du rôle de l'emploi dans la croissance.
- ☞ **Les salaires sont un élément de la croissance par la consommation. Ils influent ainsi sur l'emploi et sur les recettes fiscales et les ressources de la protection sociale.**
- ☞ **Augmenter les salaires et défendre l'emploi, pour les fonctionnaires comme pour l'ensemble des salariés, c'est socialement juste et c'est économiquement efficace.**

**Mobilisons nous le 18 pour soutenir l'emploi dans la fonction publique et la revalorisation des conditions de travail et des salaires.**

*Eric Raguin*

## VOLEURS DE VIE !

Les 15 milliards d'Euros de paquet fiscal du président Sarkozy ne leur suffisent pas. Il faut qu'ils trichent, qu'ils volent, qu'ils piquent dans la caisse, qu'ils contournent la loi, coulent l'économie, licencient et délocalisent pour se remplir les poches.

Les ministres de la Justice et de l'intérieur, si prompts à traquer les sans papiers et leurs enfants vont elles arrêter les copains et les coquins de l'entourage présidentiel, barons du Medef et haut dirigeants corrompus qui lui offrent ses vacances ? Vont-ils les empêcher de claironner avec indécence que le SMIC ne doit pas augmenter, que la retraite à 60 ans est un privilège insupportable, qu'il faut en finir avec les 35 heures ?

Bien des raisons existent pour être dans l'action le 18 Octobre. S'y ajoute l'impérieuse nécessité de faire ravalier la morgue de ces patrons voyous, initiés délinquants qui fréquentent les mêmes salons et les mêmes yachts.

**Oui. Nous serons tous en grève pour une augmentation générale et conséquente des salaires. Ce n'est que justice.**

La FSU revendique :

- ☞ le rattrapage intégral des pertes de pouvoir d'achat (au moins 6% depuis 2001)
- ☞ une reconstruction de la grille salariale avec une mesure immédiate de 50 points d'indice pour tous
- ☞ un minimum de traitement équivalent à 120% du Smic net.

*Francis Vergne*

# Retraites : efficacité contre illusion. Une seule efficacité : la solidarité ! Une seule illusion : la protection individuelle !

## 1. En tant qu'individu,

"Je" sais pouvoir compter sur "moi" ! Les propositions gouvernementales reposent sur ce ressort individuel "grégaire". La préparation d'un avenir s'organiserait par la rente individuelle, l'épargne, l'assurance individuelle, mais sont-elles la seule solution ? Quels garanties à long terme ?

Avec les aléas de santé, les aléas et la corruption des circuits boursiers, nul n'est à l'abri ! L'état doit pouvoir garantir à chacun un parcours pour tous les moments de la vie dans la dignité.

## 2. En tant que travailleur,

Nous savons que la pénibilité liée au travail est spécifique. En trompe l'œil le gouvernement nous propose de jouer l'égalité contre l'équité.

L'alignement porte en lui les germes de nouvelles inégalités : les femmes face aux hommes, les jeunes face aux anciens, le montant même des pensions ... éclairons-nous des échéances en ligne de mire : travailler plus longtemps, baisse du niveau des pensions, "liberté" de partir à 60 ans en choisissant d'être pauvres !!!

Les travaux du C.N.R.(1) avaient en son temps bien analysé que l'équité se construisait sur des formes d'inégalités construites et partagées, (les fameux régimes spéciaux). Même si des ajustements peuvent trouver une réelle pertinence, cela ne justifie en rien le "tabula rasa" orchestré par Fillon.

## 3. En tant que citoyen,

La question de l'alignement ne règle pas celle du vrai financement ! Nos valeurs humanistes sont interpellées.

Au nom de la responsabilisation entre générations, le gouvernement propose de se couper des générations futures, voire passées. Est-il responsable de brader les charges liées au travail (dont les cotisations retraites) au profit de ... qui exactement ? Travailleurs, salariés doivent-ils tomber sous le joug de déesse "économie" et dieux "profits" ?

L'abandon proposé du système de retraite par REPARTITION n'est autre que la face cachée du désengagement financier de l'état sur cette question de l'avenir sociétal. Au-delà c'est même une déresponsabilisation !

Une seule question : quelle part de la richesse nationale produite doit être consacrée au financement des retraites ?

Un seul moyen : l'impôt ! Sur la base du droit au travail pour tous, avec de meilleurs salaires, l'impôt doit être plus et surtout mieux redistribué. C'est un choix politique, c'est un choix de société !

**C'est le sens du 18 octobre : 1<sup>er</sup> rendez-vous d'un long et dur combat sociétal, celui de la vraie liberté (dans la dignité), celui de la vraie égalité (en élevant tout le monde), celui de la vraie fraternité (hors la jungle financière).**

(1) Conseil National de la Résistance

*Joëlle Carpentier*

# SOCIALE VOUS AVEZ DIT SOCIALE !

Pourtant elle en porte encore cette dénomination. En effet c'est bien de la Sécurité Sociale dont je veux vous parler au risque d'être redondant car les medias se font un large écho de ce qui nous est proposé pour la sauver.

Après le plan Douste-blazy largement critiqué en son temps et qui devait la sauver (rappelons-nous 1€ par consultation et 18€ de participation au delà d'un plafond de 91€), nous voilà avec de nouvelles propositions qui nous le savons ne vont rien changer au problème (participation de : 0,50€ par boîte de médicament, 2€ pour les soins paramédicaux et les transports avec un plafond de 50€ pour cette année, mais n'y a-t-il rien d'autre ? regardez le tableau et vous constaterez.)

Pourquoi : 12 milliards € de déficit annoncé, des propositions qui l'on veut nous faire croire, seront le remède miracle. Ne soyons pas dupes car le prix à payer montre : que les personnes les plus défavorisées trinquent au risque d'ailleurs de ne plus les voir en soin et par là même de constater une aggravation de leur état de santé, et des coûts de prise en charge ultérieurs beaucoup plus importants.

L'abandon du grand principe d'équité qui rend chacun solidaire. (N'avons nous pas entendu par ces mêmes personnes qui souhaitent mettre en place ce nouveau procédé que l'équité était un des grands principes régissant notre société ?). Alors après ces pseudos plans de sauvegarde, allons-nous entendre : « Nous avons tout essayé pour la sauver, vous voyez bien que nous ne pouvons pas continuer ainsi au risque d'augmenter la part de franchise médicale, et bien introduisons une part de privé ce qui nous permettra de conserver encore notre régime opérationnel, le système actuel ne rembourse plus rien pour ainsi dire alors que le privé lui pourrait... » A nous d'imaginer la suite. Mes camarades, la lutte s'organise, les caisses de Dordogne refusent de mettre en place cette nouvelle réforme, accordons-leur notre soutien et faisons le forcing pour que l'on daigne prendre en compte des revendications justes qui ne laissent plus de place aux

exonérations outrageuses qui sont largement accordées à un petit nombre, je parle des exonérations de charges sociales sur salaires ou des tarifs au forfait, de la non taxation de certaines parts de salaire avec les stocks options ou les primes de départ qui pourraient de manière juste et durable combler ce fameux déficit.

POUR INFOS VOICI UN TABLEAU DES PREVISIONS DES ECONOMIES A REALISER (Extrait de la revue BIMSA N° 76, en millions d'€) :

Mesures proposées	Economies par an
Déplafonnement du forfait journalier	200
Baisse du taux de remboursement des assurés sans médecin traitant	150
Suppression du tiers payant en cas de refus de génériques	60
Baisse de tarifs des actes de radiologie et de biologie	190
Baisse de prix des médicaments	160
Baisse de prix de dispositifs médicaux	50
Mobilisation des professionnels sur la maîtrise médicalisée	100
Lutte contre la fraude	95
Recours plus fréquent à la chirurgie ambulatoire	150
Gel des crédits prévus au titre du dossier médical personnel	70
<b>BILAN</b>	<b>1.225 millions d'€</b>

*André Marol*